

**Union européenne - Journée  
internationale des peuples  
autochtones - Déclaration de la  
Haute représentante, au nom de  
l'Union européenne - Communiqué  
de presse du Conseil de l'Union  
européenne**  
(Bruxelles, 08 août 2017)

Il y a dix ans, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, qui établit un cadre en faveur des droits, de la dignité et du bien-être des peuples autochtones.

Depuis, les difficultés rencontrées par les peuples autochtones sont de mieux en mieux reconnues et comprises. Ces tendances favorables ont été permises grâce à un renforcement de la coopération et des partenariats entre les États, la société civile au sens large et les peuples autochtones. Ces partenariats ont bénéficié de la lutte menée par les peuples autochtones pour défendre leurs droits, mettre fin à toutes les formes de discriminations et dénoncer les violations des droits de l'Homme.

Alors qu'ils constituent moins de 5% de la population mondiale, ils représentent 15% des personnes les plus pauvres. Les peuples autochtones sont souvent parmi les premières victimes lorsque la situation des droits de l'Homme s'aggrave.

L'UE dispose d'un ensemble de politiques pour soutenir les droits des peuples autochtones énoncés dans la déclaration des Nations unies, qu'il s'agisse d'outils de défense des droits de l'Homme, d'outils de développement ou d'instruments de financement. Dans le cadre de sa coopération bilatérale avec de nombreux pays, l'UE insiste fortement sur la participation des peuples autochtones aux niveaux local et national dans les pays où ils vivent. L'UE agit également pour lutter contre les violences à l'encontre des peuples autochtones et des défenseurs des droits de l'Homme autochtones, en particulier lorsqu'ils protègent des terres ou des ressources naturelles. Par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme, l'UE aide des défenseurs des droits de l'Homme autochtones menacés à se mettre hors de danger.

Cette volonté de prévenir les menaces et les violences et d'offrir une protection contre celles-ci a été réaffirmée par le Conseil de l'UE dans les conclusions sur les populations autochtones qu'il a adoptées le 15 mai de cette année.

L'UE continuera de lutter aux côtés des peuples autochtones contre la discrimination et les inégalités. C'est pourquoi l'UE est également fortement attachée à la prise en compte des peuples autochtones dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, dans le

cadre duquel nous appliquerons une approche du développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'Homme afin que personne ne soit laissé de côté. La contribution de l'UE au programme s'inspirera du nouveau consensus européen pour le développement.

L'UE attend avec intérêt de poursuivre ses dialogues avec les peuples autochtones à tous les niveaux de la coopération européenne, afin de donner la plus grande portée possible à nos actions. Nous collaborerons avec tous les partenaires, à commencer par les peuples autochtones eux-mêmes, afin que la communauté internationale continue de s'engager en faveur de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones dans les années à venir./.